

1968-2018

50 ans

de contestations



ULB

LE SOIR



© D.R.



Christophe Berti
 rédacteur en chef Le Soir
Andrea Rea
 doyen de la Faculté
 de philosophie
 et sciences sociales
 de l'ULB

1968-2018 L'ULB ET LE SOIR UNISSENT LEURS FORCES

2018, année du cinquantième anniversaire de Mai 68. Beaucoup sera dit sur les événements qui se sont déroulés en France au cours de ce mois de mai 1968. Beaucoup de discours formatés et de clichés circuleront aussi.

Le Soir et l'ULB ont décidé d'élargir la focale : de quoi Mai 68 est-il le nom aux Etats-Unis et en Europe ? Des manifestations qui débutent sur les campus américains en 1964 aux grèves et manifestations de l'automne 1969 en Italie, dans plusieurs

pays, des contestations contre l'ordre établi ont vu le jour, portées en particulier par une jeunesse en quête de nouveaux idéaux. Si des causes spécifiques et nationales expliquent les contestations politiques et sociales de l'époque, les années 68 représentent aussi une période de contestation transnationale au cours de laquelle des slogans, des graffitis, des revendications et de nouveaux modes d'action ont circulé entre divers pays. Quel est l'héritage des années 68 chez

nous, cinquante ans plus tard ? Les contestations contemporaines se construisent pour une part dans la continuité ou dans la critique des valeurs de ces années-là. Pour interpréter et documenter ces événements anciens et ceux plus contemporains, les luttes des idées et des valeurs, des journalistes du Soir et des chercheurs de l'Université libre de Bruxelles ont uni leurs compétences. Ensemble, ils vous proposent des analyses et des reportages originaux, réunis dans le

dossier « 1968-2018, 50 ans de contestations ». A partir de travaux et expertises académiques, à partir de reportages et rencontres de terrain, ils décryptent la société d'hier et d'aujourd'hui et nourrissent notre réflexion critique de citoyen.ne.s. Cette initiative se découpe en cinq chapitres rapprochant les événements de l'époque de ceux qui se déroulent en 2018. Outre celui qui vous est livré aujourd'hui et resitue le contexte historique, quatre

zooms thématiques suivront : le samedi 10 février « Violences et politique », centré tant sur les guerres que sur les violences émaillant les contestations de par le monde ; le samedi 10 mars « Ecole, usine, hôpital », consacré aux élargissements des mouvements sociaux ; samedi 14 avril, « Minorités », qui parlera des combats pour les droits civiques et pour l'égalité ; samedi 28 avril, « Contester ! », qui analysera l'émergence de nouveaux modes d'expression et de contestation.

L'année critique

L'année 1968 évoque un chahut révolutionnaire. Manifestations, guerres, décolonisation, assassinats politiques... La contestation violente ou non est le mot d'ordre.

Ce supplément se propose de raconter 1968. Son histoire. Mais aussi son présent. « Le Soir » a choisi de parcourir le demi-siècle écoulé en revisitant trois lieux restés mythiques : la Sorbonne emblématique de Mai 68, Memphis où fut assassiné Martin Luther King et Prague dont le « Printemps » finit sous les chenilles des chars russes. Les pages qui suivent constituent l'introduction au travail conjoint mené par « Le Soir » et l'ULB. Il a abouti à l'élaboration de plusieurs dossiers qui seront publiés dans les prochains mois. On en trouvera le détail ci-dessous.

1968-2018, 50 ans de contestations

Les chapitres du dossier : **Samedi 10 février Violences et politique** 1968, la guerre au Viet Nam s'enlise tandis que des manifestations pacifistes se multiplient aux Etats-Unis, puis en Europe. Au même moment, la rue conteste le pouvoir établi, le système électoral, les appareils politiques... jusqu'à la violence. En 2018, guerres et violence politique n'ont pas été effacées de la carte du monde. Pourtant, les situations ont évolué... Analyses avec Olivier Corten, Pascal Delwit, Pierre-Guillaume Méon, Christophe Wasinski.

Samedi 10 mars École, usine, hôpital

1968, les ouvriers occupent les usines, réclament plus de droits, contestent l'autorité des patrons et le modèle capitaliste... La rue rejette l'autorité et revendique des valeurs de liberté et d'égalité... Les hôpitaux, les écoles n'échappent pas à la vague de contestation.

En 2018, on parle d'entreprises libérées ; on questionne les maisons médiatiques ; on s'interroge sur nos écoles avec Matéo Alaluf, Elise Dermine, Daniel Dumont, Marek Hudon, Bernard Rey.

Samedi 14 avril Minorités

1968, le combat pour les droits civiques secoue les Etats-Unis ; en Europe de l'Ouest, les étudiants défendent des valeurs de liberté, d'égalité de sexes et de races...

En 2018, les notions d'égalité hommes-femmes, de reconnaissance des minorités, notamment ethniques ou de libertés individuelles restent d'actualité. Analyses avec Isabelle Demeestere, Olivier Klein, Valérie Piette, Andrea Rea.

Samedi 28 avril Contester !

1968, jeunes, ouvriers, citoyens prennent la parole, descendent en rue, taggent les murs de slogans souvent percutants, inventent de nouveaux modes d'expression et de contestation. En 2018, slogans et pétitions circulent sur Twitter, des parlements citoyens voient le jour... la contestation est-elle toujours présente ? Explications avec Laura Calabrese, Olivier Klein, Antoine Roblain, Laurence Rosier, Émilie van Haute. **Le dossier est enrichi de capsules vidéo**, à voir sur YouTube, ULBtv, playlist « 1968-2018. 50 ans de contestations ».



© BELGA

« Walen buiten »

Le 15 janvier 1968, des milliers de Flamands défilent à nouveau dans les rues de Louvain pour réclamer le départ de la section francophone de l'Université catholique de Louvain. Commencé deux mois plus tôt aux cris de « *Walen Buiten* », le mouvement de protestation aboutira à la scission de l'UCL. Cette poussée de fièvre conduira à la démission du gouvernement Vandenberghe.

15 JANVIER

Le rêve d'une autre vie

Il y a cette photo de Gilles Caron prise devant la Sorbonne, qui incarne l'époque à travers le regard de Daniel Cohn-Bendit, narquois, face à l'autorité casquée. Grèves, manifestations, barricades, pavés, slogans, posters. Et sur la bande-son, Mick Jagger qui, dans « *Street Fighting Man* », chante « *Think the time is right for a palace revolution* » (« *Je crois que les temps sont mûrs pour une révolution de palais* »)...

C'était hier. Il y a un demi-siècle. Une éternité.

Mai 68 a marqué une génération au fer rouge et nourri durablement un imaginaire collectif, en France et dans une moindre mesure en Belgique. Mais méfions-nous de l'effet de loupe... Paris fut longtemps le centre du monde culturel et la mère patrie de toutes les révolutions, d'où une certaine posture française et une historiographie autocratique, les années en huit.

Il y a 50 ans, il n'y a pas que le Quartier latin qui fut pris de fièvre, mais aussi l'Allemagne, l'Italie, la Hollande, les États-Unis, le Mexique, le Japon, et même la Pologne ou la Tchécoslovaquie, de l'autre côté du Rideau de fer. Et cela durant toute l'année 68.

En vissant le grand-angle plutôt que le zoom, en changeant d'échelle, d'espace et de temporalité, le Mai 68 parisien – qui, selon la légende, démarra parce que les étudiants exigeaient de pouvoir accéder aux chambres des jeunes filles de Nanterre – apparaît même comme une fête mobile et libertaire qui devint rapidement son propre objet, une ivresse de mots, une démocratisation du narcissisme quelque peu futile au regard des tragédies qui scandent les actualités de l'année.

Une séquence d'événements, comme signifiant, produit de l'action humaine et de l'histoire, nous dit toujours quelque chose du rapport au sens et au temps, fût-ce en introduisant des notions comme la reconnaissance (sens) ou la rupture (temps). 1968 fut une année, une acmé, de reconnaissance et de ruptures.

Une exigence violente et unilatérale, de reconnaissance, d'abord. De la part de catégories sociales jusqu'alors largement néantées, comme les jeunes issus du baby-boom de 1945 – la contestation de l'idéal des classes moyennes est venue de ce qui était un peu leur bastion : les universités –, ou les femmes, refusant plus longtemps de subir la loi d'airain du patriarcat, revendiquant l'égalité des sexes pour accompagner la révolution que représentait la maîtrise de la reproduction.

Désir de reconnaissance et volonté de rupture

Désir de reconnaissance de la part d'individus en tant qu'individus, ensuite, dans leur singularité, en butte à des problèmes concrets, particuliers et contingents, et non plus en tant que collectifs abstraits : « les ouvriers de Renault Billancourt » plutôt que « la classe ouvrière » – concept opaque et anonyme, cher à un Parti communiste dépassé.

Désir de reconnaissance de peuples en tant que peuples, enfin. Qu'ils soient colonisés – l'offensive du Têt, même si elle se solda finalement par un échec militaire pour les forces communistes, acheva de convaincre le monde que le colosse américain ne pourrait jamais gagner la guerre du Vietnam. Ou néantisés dans leur propre partie – en avril, après l'assassinat de Martin Luther King, des émeutes sanglantes secouèrent Washington, New York, Los Angeles ou Chicago, tandis qu'en octobre, John Carlos et Tommie Smith levaient, en Mondiovision, un poing ganté de noir sur le podium des JO de Mexico.

Une volonté de rupture, ensuite. Rupture des rapports hiérarchiques de droit divin, rupture avec la génération qui avait fait la guerre et mis la société en coupe réglée. Et révolte contre les blocages, la pesanteur et l'hypocrisie d'un pouvoir cadencé – l'explication vaut en France comme aux États-Unis, en Pologne ou en Tchécoslovaquie.

« *La vie telle que nous l'envisagions, la vie telle que nous la voulions, ne correspondait pas du tout à la vie des parents ou des grands-parents ou encore à celle qu'imposait alors la morale de la société* », comme l'a résumé Daniel Cohn-Bendit.

Mais tandis que les jeunes Occidentaux se prenaient d'empathie pour les mouvements révolutionnaires marxistes-léninistes et annonçaient les aphorismes du *Petit Livre rouge* de Mao Zedong, de l'autre côté du Rideau de fer – où l'oxymore « socialisme à visage humain » imaginé par le dirigeant tchécoslovaque Alexander Dubcek sera écrasé par les chars du Pacte de Varsovie – les étudiants voulaient la démocratie parlementaire, sinon le capitalisme... En apparence, le monde était hors de ses gonds.

Alors, de quoi 1968 fut-il le nom ? D'une insubordination généralisée, bigarrée, compositée, protéiforme, dont la rationalité semble tenir en une interjection : « *Assez !* » D'une volonté de changer les rapports humains, la vie. D'un décrochage-moi-ça, prodrome du dégoût et du populisme contemporains, aussi : « *Élections, piège à cons* »...

Force est de constater que, toute nostalgie bue, l'écho des loutines déflagrations de 68 traverse les brumes du temps et nous arrive souvent avec une étonnante clarté, comme on pourra s'en rendre compte dans ce dossier, mais également dans différentes pages spéciales à venir, programmées jusqu'au mois de mai et réalisées en collaboration avec une série de spécialistes de l'ULB, sous la férule du Pr Andrea Rea. Une mise en abyme assez passionnante des révoltes d'hier et des combats d'aujourd'hui. ■

WILLIAM BOURTON



Un regard qui en dit long, le 6 mai 68, devant la Sorbonne.

© GILLES CARON

Jean-Yves Pranchère

ENTRETIEN

Jean-Yves Pranchère évoque les étapes d'une mythification, comme il la désigne : transformer Mai 68 en symbole d'une époque, d'un esprit, d'une pensée, avec pour conséquence de légitimer en 2018 un discours appelant à restaurer en France l'autorité, les normes et un civisme teinté de nationalisme.

Mai 68 naît notamment sur les campus universitaires. Y a-t-il eu alors un engagement des intellectuels ?

Les intellectuels ne sont pas à l'origine du mouvement : la plupart des gloires de l'époque sont déçues et méfiantes. Ceux qui s'enthousiasment (les situationnistes, Edgar Morin, Claude Lefort, Cornelius Castoriadis) saluent l'absence de leadership et la spontanéité de la prise de parole collective. Mai 68 naît à l'initiative d'étudiants qui veulent rompre avec la hiérarchie et le mandarinate ; ils refusent la déférence envers les autorités intellectuelles, fussent-elles « révolutionnaires ». Althusser, qui était alors la star d'un



© GILLES CARON.

Au Vietnam, la collision de deux mondes

Un GI allumant sa cigarette à proximité d'une maison en feu... Alliant le cynisme à la violence, la guerre du Vietnam est à son apogée en 1968. Elle voit les Etats-Unis, la Russie et dans une moindre mesure la Chine populaire s'affronter dans le sillage du conflit qui oppose le Sud-Vietnam au Nord-Vietnam communiste. Le 30 janvier 1968 commence l'offensive du Têt. La guerre du Vietnam sera le fil rouge reliant des mouvements contestataires mus par le pacifisme, désireux d'en découdre avec les différents pouvoirs en place.

30 JANVIER

Andrea Rea « Nous avons davantage peur du conflit »

ENTRETIEN
Le sociologue élargit la focale : 1968 commence déjà en 1964 ; 1968 concerne tant Chicago que Prague, Trente ou Paris. Andrea Rea interroge notre volonté en 2018 à prendre la parole et à contester.

1968 est qualifiée d'année de la contestation. À juste titre ?
Oui, la contestation s'exprime en 1968 à travers des événements majeurs : l'assassinat de Martin Luther King, suivi d'émeutes, notamment à Chicago, qui feront 46 victimes ; l'occupation de la Columbia University pour dénoncer la guerre du Viêt-Nam ; les manifestations en Allemagne, renforcées après l'attentat sur le leader Rudi Dutschke... Elle est présente en France, en Italie, en Tchécoslovaquie, en Pologne... Si 1968 constitue un apogée - « les enfants

Andrea Rea

Sociologue, Andrea Rea est doyen de la Faculté de philosophie et sciences sociales de l'Université libre de Bruxelles où il enseigne la sociologie et la sociologie des migrations. Ses intérêts de recherche portent sur les phénomènes migratoires et l'intégration des migrants. Avec Nathalie Gobbe (ULB), il est le coordinateur du projet éditorial ULB/Le Soir « 1968-2018, 50 ans de contestations ».



du siècle prochain apprendront l'année 1968 comme nous avons appris l'année 1848 », écrivait Hannah Arendt -, la contestation ne se limite toutefois pas à ces quelques mois : elle apparaît dès 1964 avec le Free Speech Movement qui proteste contre l'interdiction des activités politiques sur le campus de l'Université de Berkeley et se termine en 1969, année notamment de l'explosion sociale en Italie.

Les sujets de contestation sont nombreux...

En effet, la contestation contre la guerre du Viêt-Nam est forte aux États-Unis où elle se traduit par le refus de la conscription ; elle s'étend au Japon, en Allemagne, en Italie, pays où il y a des bases militaires américaines. À la même époque, le combat pour les droits civiques secoue aussi les États-Unis : alors que la loi est votée en

1965, les Noirs observent que leur quotidien ne change pas ; les manifestations se multiplient ; les émeutes éclatent, elles feront, entre 1965 et 1968, 250 morts, 8.000 blessés.

En Europe de l'Ouest, que revendique-t-on ?

En Allemagne, le mouvement est surtout étudiant alors qu'en France et en Italie, il est aussi ouvrier. Les étudiants prônent des valeurs de liberté, d'authenticité, d'égalité et rejettent l'autorité qu'il s'agisse du mandarinat à l'université, des appareils en politique, du père au sein des familles bourgeoises... Les ouvriers occupent les usines, réclament des augmentations de salaires et de droits, contestent l'autorité des patrons, dénoncent le modèle capitaliste... Contestations ouvrière et étudiante s'expriment parfois d'une même voix comme en Italie. Au-delà des étudiants et des ouvriers, la contestation naît aussi au sein même d'institutions telles que l'Église catholique et les syndicats ; ou elle s'exprime contre des institutions fermées comme l'hôpital psychiatrique et la prison.

Pourquoi des clivages auparavant invisibles surgissent-ils ?

C'est une génération de baby-boomers : aux États-Unis, en Europe de l'Ouest,

en '68, les jeunes sont plus nombreux, y compris à l'université. C'est aussi une période où la croissance économique ralentit et se pose la question de l'insertion professionnelle de ces diplômés. Les étudiants réfléchissent à des alternatives à la société de consommation ; ils défendent des valeurs telles que l'égalité (de sexes et de races), le pacifisme, la reconnaissance de l'autre, etc. D'abord silencieuse, la révolution va grandir et se traduire par les événements dont on parle encore un demi-siècle après. 1968 est avant tout une libération de la parole : qu'ils contestent le général de Gaulle, la politique américaine ou le régime communiste, ce qui unit ces citoyens de Paris, Chicago, Prague ou d'ailleurs, c'est la liberté d'expression qu'ils exercent pour dire : « Je conteste le pouvoir et l'ordre établis. »

1968 a-t-il changé 2018 ?

La lame de fond '68 a fait évoluer notre droit, notre culture, notre société qu'il s'agisse de l'égalité hommes-femmes, de la reconnaissance des minorités, de la défense des populations civiles dans les conflits. Seule la question sociale a finalement largement empiré. Donc, oui, en 2018, nous vivons sur un héritage de '68. Mais, les manifestations anti-avortement ou la question des

réfugiés, entre autres exemples, nous rappellent que rien n'est jamais acquis. Aujourd'hui, certes, des mobilisations et des actions participatives de citoyens continuent que ce soit en politique (assemblées ou mouvements citoyens...), dans les entreprises (coopératives, circuits courts, monnaie locale...) ou dans la société civile (hébergement des demandeurs d'asile par des citoyens...).

Mais les manifestations de rue, les grèves sont moins fréquentes et les prises de parole collectives plus marginalisées, notamment en raison de la marchandisation du monde. Alors que dans les années 60, les décisions semblaient être guidées par des choix politiques forts, en 2018, l'art de gouverner est dominé par la technique et la gestion, quand ce n'est pas par le marché, qui occultent systématiquement les choix sociétaux sous-jacents aux décisions politiques. Nous avons davantage peur aujourd'hui du conflit qu'en '68. Or, la conflictualité aide à la politisation des questions de société ; elle peut contribuer à élargir les droits et libertés. Cet anniversaire est à la fois l'occasion de le montrer et de nous interroger sur les formes de contestations actuelles et sur leurs objets. ■

Propos recueillis par
NATHALIE GOBBE (ULB)

Pranchère « La pensée 1968 est un mirage »

marxisme « modernisé » est dépassé par l'événement. Une figure comme Jean-Paul Sartre, associé au courage d'un engagement anti-colonialiste radical, a la sympathie des étudiants : sa préface à Aden Arabie de Nizan est un manifeste de la révolte comme vérité de la jeunesse - « osez désirer, soyez insatiables », y lançait-il aux « jeunes gens », « dirigez votre rage sur ceux qui l'ont provoquée, n'essayez pas d'échapper à votre mal, cherchez ses causes et cassez-les ». Mais Sartre n'est ni une autorité ni un leader. « Sois bref », lui dit-on quand il doit prendre la parole.

Cela signifie-t-il qu'il n'y a pas une pensée 68...

Jean-Yves Pranchère



En 1968 ?

La formule même de « pensée 68 » n'apparaît qu'en 1985, lorsque sort l'ouvrage homonyme de Luc Ferry et Alain Renaud : sous ce nom, les auteurs reconstruisent à travers une série de coups de force et d'amalgames, le modèle d'une pensée qu'ils veulent dénoncer et qui serait représentée par Foucault, Lacan, Bourdieu, Derrida, prétendument unis par un même « anti-humanisme ». Ce montage baroque qui télescope des configurations intellectuelles, des trajectoires politiques et

des temps sociaux profondément hétérogènes, revient à transformer « Mai 68 » en une sorte de simple « logo » pour les grandes « tendances culturelles » qu'on croit pouvoir diagnostiquer après coup.

Ce « logo Mai 68 » est avant tout français ?

Oui, l'opération est sans doute facilitée par le fait qu'en France, Mai 68 semble condenser en un mois, sous une forme spécialement éruptive, des processus qui se sont ailleurs davantage étalés dans le temps. Avec ces auteurs, Mai 68 cesse de renvoyer à des luttes inscrites dans des rapports sociaux - luttes où se sont rencontrés différents courants qui se sont fécondés mutuellement, y compris dans et par leurs divergences - et devient le nom d'une sorte de « mal du siècle » : le seul bilan de ce moment protéiforme serait la « montée de l'individualisme ». Ce discours mineur pourtant les percées des « années '68 » (le féminisme, le souci écologique, les revendications des minorités) et interprète les échecs ou les reflux (l'im-

puissance de l'idée d'autogestion face à la vague néolibérale) comme si le vrai désir du mouvement s'était exprimé en eux.

L'événement a donc connu des vies ultérieures jusqu'à aujourd'hui où l'ombre de 68 continue à planer sur les débats...

Déjà dès la fin des années 70 apparaîtrait chez Bruckner et Finkielkraut ou chez Régis Debray, l'idée que Mai 68 n'aurait été qu'une « ruse de la société de consommation » : le vrai contenu de Mai 68 n'aurait pas été l'idéal affiché d'une société conviviale et autogestionnaire, mais bien la destruction libérale-libertaire des dernières entraves que les institutions traditionnelles opposaient au marché libre. Ce discours que Serge Audier a déconstruit dans *La Pensée anti-68*, est aujourd'hui très diffusé ; c'est pourtant un mirage !

Un mirage ? Expliquez-nous.

Ces auteurs substituent le fantasme d'une entité maléfique, « l'esprit de Mai 68 » à ce qui s'explique en réali-

té par l'enchevêtrement de dynamiques contradictoires où démocratisation des rapports sociaux et logique inégalitaire de la mondialisation capitaliste ne cessent de se heurter. En réponse, ils prônent la restauration de l'autorité, du civisme...

Il y a d'ailleurs quelque ironie à ce que tout un courant se prétendant « républicain » n'hésite pas à dénoncer Mai 68 comme le cheval de Troie du capitalisme et de sa déliaison sociale, alors même que le « républicanisme » qu'ils proposent ne consiste qu'à compléter le capitalisme actuel avec la dose de nationalisme et de « passions tristes » nécessaire au bon ordre social ! En réalité, un philosophe comme Claude Lefort, qui tenta de penser à chaud l'événement '68 comme une « brèche » montrant l'impossibilité de domestiquer la démocratie, est sans doute un meilleur guide que les critiques dégrisés qui croient détenir le sens de l'histoire alors que leur rancœur ne rumine qu'un mythe rétrospectif... ■

Propos recueillis par
NATHALIE GOBBE (ULB)



Le jour où une balle tua l'es

Le 4 avril 1968, Martin Luther King est abattu à Memphis par un suprémaciste blanc. L'assassinat entraînera une vague d'émeutes raciales dans le pays.

REPORTAGE

MEMPHIS (TENNESSEE)
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Il y avait quelque chose dans l'air, à Memphis, ce 3 avril 1968. Une menace palpable flottant au milieu de cet orage de printemps carabiné arrivé sans crier gare sur le Tennessee. « Nous l'avions tous senti, se remémore Alvin Turner, sorti ce soir-là écouter Martin Luther King Jr, comme tous ses camarades éboueurs en grève. Il allait se passer quelque chose. » Le révérend d'Atlanta, installé dans une chambre dépouillée du Lorraine Motel, était souffrant, mais ses amis l'avaient convaincu de se rendre à l'église maçonnique du « Church of God in Christ » (Cogic) redonner du courage à ces quelques centaines d'employés municipaux éreintés par une confrontation interminable avec le maire ségrégationniste Henry Loeb.

Bien lui en avait pris : son fiévreux discours, long de quarante minutes, avait électrisé l'assistance, sourde à la pluie battante et aux coups de tonnerre déchirant le ciel alentour. Prophétique, il avertissait ses frères « de jours rudes à venir ». « Mais cela n'est pas bien grave (...). Comme n'importe qui, j'aimerais vivre une longue vie (...). Mais je ne me soucie pas de cela. Je veux réaliser la volonté de Dieu. J'ai vu la terre promise. Je ne l'atteindrai peut-être pas avec vous. Mais je veux que vous sachiez ce soir que nous,



Chaque année, le « Martin Luther King Day », jour férié aux USA, rassemble des centaines de personnes à Memphis. © MIKE BROWN/EPA

« tout notre peuple, nous parviendrons en terre promise. Donc je suis heureux ce soir. Plus rien ne me préoccupe. Je ne crains aucun homme. »

Luther King avait retrouvé le sourire

Changement d'ambiance, le lendemain. La tempête passée, les avocats de la cause revenaient de « Downtown » avec une bonne nouvelle : la mairie, usée aussi peut-être par cet interminable bras de fer avec un syndicat réclamant un meilleur traitement pour les sanitation workers charriant

des poubelles jour et nuit, pour un salaire de misère, avait consenti à laisser se dérouler la manifestation prévue le 5 avril. Informé de cette victoire, Martin Luther King avait retrouvé le sourire, à défaut d'une meilleure santé, et plaisantait avec ses proches. Memphis incarnerait, qui sait ?, une victoire depuis si longtemps attendue dans la lutte contre les discriminations de race et de classe. Si les éboueurs, tout en bas de l'échelle, pouvaient l'emporter dans ce coin de Dixieland...

Il avait consenti à sortir quelques minutes sur le balcon, échanger quelques mots avec ses

admirateurs se pressant devant son auto et suggérer à un musicien dans la foule de ne pas oublier. Il était 18 heures. Martin Luther King tourna les talons, et dans la seconde où claqua un coup de feu sonore, s'effondra sur le dos, les yeux vers le ciel. Tirée à 30 mètres de distance à peine, un jeu d'enfant pour un sniper professionnel, la balle meurtrière lui avait traversé la mâchoire et le cou, sectionnant sa colonne vertébrale. Les premiers soins prodigués, son évacuation précipitée vers l'hôpital le plus proche n'y changeraient rien : à 39 ans, le Prix Nobel de la paix 1964, pro-

phète de non-violence et bête noire du patron du FBI John Edgar Hoover, n'était déjà plus de ce monde.

Le tueur, James Earl Ray, 40 ans au moment des faits, parviendrait, lui, à s'échapper, malgré le bouclage du périmètre par des centaines de policiers présents dans les parages. Les émeutes qui éclatèrent dans les jours suivants, dans 125 villes, de New York à Seattle, allaient mettre l'Amérique à feu et à sang. Exactement ce que le disciple du mahatma Gandhi, contesté sur sa gauche par les tenants survoltés du « Black Power », avait toujours voulu éviter, souvent démuné face au déchaînement des foules, comme le 28 mars précédent dans la cité de Memphis, où 3.800 soldats de la garde nationale avaient dû être déployés en urgence.

300.000 personnes aux funérailles

Le 9 avril, à Atlanta, 300.000 personnes assistaient à ses funérailles, conscientes d'assister à la fin d'une époque. De plonger dans l'inconnu. Le Vietnam, le meurtre du sénateur démocrate Bobby Kennedy Jr, la révolte des campus, l'élection triomphale du républicain Richard Nixon à la présidence allaient bouleverser durablement une Amérique en pleine ébullition.

Tout cela n'était pourtant rien en comparaison du calvaire à venir de Memphis : la mort violente,

tragique de King sonnait son arrêt de mort. Un « nuage noir » allait assombrir le ciel pour longtemps. Le flux de ses résidents les plus aisés, quasi exclusivement blancs, vers les faubourgs, ces nouveaux espaces résidentiels suburbains, entamé avec la construction des premières Interstate (autoroutes) à la fin des années cinquante, prenait désormais des allures de fuite éperdue tandis que les noirs en colère brûlaient leurs propres quartiers. Un monde disparaissait. Bientôt, Downtown Memphis ne compterait plus que 500 âmes une fois la nuit tombée, une poignée de bars et de restaurants encore ouverts. Beale Street, antre du blues, faisait peine à voir. « Il fallait du courage pour oser s'y promener », sourit tristement Tim Sampson, revenu vivre adolescent dans le comté.

Symbole maudit de cette déchéance, le Lorraine Motel, cet établissement multiracial de Mulberry Street qui, naguère, accueillait les noirs quand d'autres leur fermaient les portes, entre les murs duquel furent composées des mélodies légendaires (« The Midnight Hour » de Wilson Pickett, et « Knock on Wood » d'Eddie Floyd), entamait la même descente aux enfers. Réparé de toxicomanes et de prostituées, il se déclarait en faillite en 1982 et échapperait de peu à la boule de démolition... pour être sauvé de justesse par le collectif « Save the Lorraine », désireux de restaurer le souvenir du révérend King et de son dernier combat. « Lorsque je vivais ici, en 1976, la ville avait voulu raser le bâtiment, conte l'historien Michael Honey. Ils voulaient oublier ce qui s'y était passé. »

C'est peut-être cette année-là,

1ER FÉVRIER 4 AVRIL



© EDDIE ADAMS/REPORTERS.

L'offensive du Têt, un tournant

L'« offensive du Têt » débute fin janvier 1968. Le général Giap lance une offensive surprise majeure contre les forces américaines et sud-vietnamiennes à la veille des célébrations du Nouvel An lunaire. Militairement, l'opération n'aboutit pas. Toutefois, elle aura un impact im-

portant sur l'opinion politique américaine désormais de plus en plus convaincue de l'enlisement du conflit. La photo, prise par le photographe Eddie Adams, du chef de la police de Saigon abattant à bout portant un Viêt-cong capturé demeurera célèbre.



© REPORTERS / EVERETT.

Martin Luther King assassiné

Le pasteur et Prix Nobel de la paix Martin Luther King est assassiné sur la terrasse d'un motel, à Memphis, Tennessee. Sa mort provoquera une vague d'émeutes raciales qui fera trembler la moitié des villes américaines.

La culpabilité de son meurtrier, James Earl Rey, un ségrégationniste blanc arrêté près d'un mois plus tard à l'aéroport de Londres Heathrow et condamné à perpétuité l'année suivante, n'a jamais entièrement convaincu, et les thèses d'un complot plus vaste n'ont cessé de fleurir.

espoir

en 1988, que Memphis commença à redresser la tête. « *La ville, ou ce qu'il en restait, commençait à réaliser qu'il fallait cesser de raser tous les souvenirs du passé* », fussent-ils lugubres, soupire « Queen » Carolyn Michael-Banks, une épatante guide locale qui trimbale les touristes occasionnels dans un van marron tout confort. Ou était-ce deux ans avant, en 1986, lorsque fut décidée une journée annuelle de commémoration, le « MLK Day » ? Et pourquoi ne pas faire du Lorraine, avec son enseigne vintage rouge et jaune, ses tons pastel et son mobilier sixties, ses Cadillac toujours rutilantes, un musée national des droits civiques ?

Ce fut chose faite en 1991. « *Du mal peut ressortir le bien* », résume Tim Sampson, qui a longtemps couvert ce lieu pour le magazine *Memphis Flyer*. « *Soutenir les efforts de convertir le Lorraine en musée est la meilleure chose que la ville de Memphis ait jamais faite* », renchérit Michael Honey, l'historien du cru.

Dans ce Tennessee fou de religion, à 83 % « chrétien » (essentiellement évangéliques « born again »), la rédemption de Memphis passait par la sanctuarisation du Lorraine Motel, aussi célèbre que le Texas School Books Depository, ce bâtiment en plein cœur de Dallas (Texas), par une fenêtre duquel Lee Harvey Oswald abattit le président John Fitzgerald Kennedy, le 22 novembre 1963.

Et le tueur de King, justement ? Arrêté après une longue et chancelante cavale à l'aéroport Heathrow de Londres, au Royaume-Uni, James Earl Ray, un suprémaciste blanc fraîchement évadé d'un pénitencier de haute sécurité, avait tout d'abord confessé son

crime, voyant sa condamnation à mort commuée en prison à perpétuité, avant de se rétracter et de plaider la manipulation d'Etat, jusqu'à sa mort en 1998. Sans que jamais ne cessent les théories du complot : pourquoi les policiers protégeant le motel avaient-ils, juste avant l'heure fatidique, ordonné aux pompiers de la caserne attenante de rentrer chez eux sans raison ? Comment Ray avait-il pu passer aussi aisément entre les mailles du filet ? Un procès civil organisé à la demande de la famille de King en 1999, et sur impulsion du président Bill Clinton, n'avait pu établir le moindre commencement d'une preuve allant dans le sens d'un complot d'Etat, malgré une épaisse documentation résumant les nombreuses anomalies de l'enquête.

A Memphis, les soupçons demeurent. Toutes les personnes interrogées accréditent la thèse d'un assassinat sur commande. « *Hoover voulait sa peau, et avait passé le message : Martin Luther King ne doit pas sortir vivant de Memphis* », assène Carolyn, qui précise dans un souffle que « *tout le monde ici pense comme (elle)* ».

Peu importe finalement. Ce lundi 15 janvier, une foule bon enfant, endimanchée, se presse devant le motel-musée pour célébrer le fameux Martin Luther King Day. Ecoles fermées, week-end prolongé pour les bambins réjouis et leurs parents tentés de revisiter l'histoire mouvementée du grand combat pour les droits civiques. Cette année 2018 marque le cinquantième de la mort de Martin Luther King. Les commémorations culmineront le 4 avril, avec une certitude : le président Donald Trump évitera Memphis ce jour-là. Noirs et démocrates ne

veulent pas de lui, surtout après ses propos déplacés sur les « *pays de merde* » africains, le jour même où il déclamaient devant les caméras son admiration pour King.

Pour oublier l'épouvantail septuagénaire de la Maison-Blanche, suspect de sympathie pour l'idéologie rance du KKK, il est plutôt question d'honorer les *sanitation workers*. Le maire démocrate, Jim Strickland, a décidé en juillet 2017 d'accorder une généreuse prébende de 70.000 dollars à tous les grévistes de 1968 survivants, dont quatre encore employés par la Ville. Soit une enveloppe finale d'un million de dollars. « *C'est peu*, sourit l'un d'entre eux, Elmore Nickelberry, 83 ans dont 54 à la voirie, tempes blanches et regard pétillant, *mais c'est mieux que rien*. » « *Nous voulions corriger nos torts*, confie Strickland, géant débonnaire, à l'envoyé du *Soir* devant le Lorraine Motel. *Et c'est ce que nous avons fait envers ces personnes formidables, qui ont*

su se révolter contre une grande injustice, incarnée par mon prédécesseur de l'époque. Grâce aux risques qu'ils ont pris, la cité de Memphis est meilleure aujourd'hui. Il a fallu le temps, mais ils sont enfin traités comme les autres employés de la ville. »

L'Amérique n'a guère changé

Si Martin Luther King revenait aujourd'hui de la terre promise, la surprise serait pourtant de taille : l'Amérique n'a guère changé en un demi-siècle. Malgré les 700 villes possédant au moins une rue baptisée en hommage au militant pacifiste, les Afro-Américains se débattent toujours dans la misère et continuent de réclamer l'égalité économique. Selon une étude sur « *le rêve américain inachevé* » en 2008, le revenu moyen dans la communauté noire, qui représentait 54 % de celui des blancs en 1967, plafonnait encore à 57 %.

ce rythme, il faudrait... cinq siècles pour atteindre la parité.

Que le combat de King conserve une telle actualité peut sembler choquant. On peut s'en indigner, ou bien louer de modestes victoires, ici et là. L'une d'entre elles est le retour en grâce de Memphis. Du traumatisme originel est venue la rédemption. Cela a pris cinquante ans, mais des quartiers malfamés comme The Edge et South Memphis sortent de l'oubli et du crime. Sur McLemore Avenue, un coupe-gorge il y a quinze ans de cela, les défunts studios de musique soul Stax Records sont revenus à la vie, grâce à un musée formidable et une académie de musique, dont les gamins pauvres, qui n'avaient jamais pris l'avion avant de franchir cette porte et de pousser la vocalise, parcourent les festivals et le monde sur les traces de leurs illustres prédécesseurs Otis Redding et Isaac Hayes, rendant à Memphis ses lettres de noblesse

artistique.

Vétéran des temps héroïques, Elmore Nickelberry va prendre sa retraite, mais rien ne presse. La collecte des ordures se fait désormais en respectant un temps de travail raisonnable, avec un salaire et des équipements décentes. Le blues et la soul, sur Beale Street et au Stax, apporte le ciment multiracial qui manque tant à d'autres cités américaines soumises à un nouveau tourbillon de haines et d'incompréhensions. Dans les rues, les Volunteer Days dédiés à un célèbre disparu drainent les bénévoles motivés par un souci civique : battre la chaussée pour rappeler aux citoyens le devoir sacré de voter, de se réapproprier l'esprit des luttes pour les droits civiques... « *pour lequel tant de personnes ont tout sacrifié* », insiste l'activiste Tami Sawyer, une figure locale de la contestation politique.

« *Je pense que Martin Luther King avait un but pour Memphis, en venant ici en 1968, réfléchit « Queen » Carolyn. Cela a mis toutes ces années à se décanter.* »

« *Nous n'y sommes pas encore, mais nous y sommes presque et nous pouvons faire un grand pas dans la bonne direction* », confiait un peu plus tôt Jim Strickland, répétant sur un mode plus optimiste l'antienne du révérend Jesse Jackson qui se trouvait aux côtés de King le 4 avril 1968 sur le balcon du Lorraine : « *Nous avons fait des progrès : nous sommes libres, mais pas égaux.* » « *Martin Luther King serait content de nous, je crois*, se hasarde Carolyn, tout sourire. *Le nuage noir est en train de s'estomper.* » La terre promise, enfin, dans ce coin de Tennessee qui commence tout doucement à faire la paix avec son passé. ■

MAURIN PICARD

MÉMOIRE COLLECTIVE

Memphis déboulonne ses statues confédérées

Il est 21 h, ce 20 décembre 2017. Gyrophares et barrières jaunes de police encombrant les artères principales de Memphis. « *Je me suis demandé quel était tout ce ramdam dans les rues* », se remémore Kavaun Jay Braden, journaliste. L'une après l'autre, deux statues sont déboulonnées de leur socle, celle de Nathan Bedford Forrest dans le Health and Science Park, et celle de l'ex-président sudiste Thomas Jefferson dans le Memphis Park. Le premier fut un général « gris » célèbre, mais aussi un fervent ségrégationniste, vendeur d'esclaves, grand sorcier du Ku Klux Klan et meurtrier de 400 soldats nordistes noirs désarmés lors de la sinistre bataille de Fort Pillow en 1864. Depuis des années, les défenseurs de la cause noire essayaient en vain de les faire disparaître

une bonne fois pour toutes de la mémoire collective. Il a fallu le massacre de neuf personnes dans une église noire de Charleston, en juin 2015, par un suprémaciste blanc pour attiser la polémique sur le drapeau confédéré et les 750 monuments sudistes existant aux Etats-Unis. Memphis n'y a pas coupé. « *Ce fut un coup de génie*, observe Tim Sampson, ancien reporter au magazine *Memphis Flyer*. *Le faire de nuit, sans prévenir, était le meilleur moyen d'éviter tout débordement.* » Le pari a payé. La contre-manifestation organisée pour protester contre l'escamotage des statues a fait long feu : samedi 6 janvier, à peine quelques dizaines d'exaltés nostalgiques du « Sud » confédéré ont répondu à l'appel des organisateurs, gênés aux entournures par le soutien apporté sur Facebook par des groupuscules néo-nazis.

M.P.



© LIBRARY OF CONGRESS/REPORTERS

Des émeutes dans une série de villes

L'annonce de l'assassinat de Martin Luther King a provoqué des émeutes dans une série de villes américaines. Pour y répondre, les autorités ont mobilisé plusieurs milliers de gardes nationaux et ont décrété à certains endroits un couvre-feu.

La Sorbonne en ébullition

Le 3 mai 1968, à Paris, la police évacue 500 étudiants qui occupent la Sorbonne. La police contrôle les identités. Des jeunes gens se retrouvent au poste. Le Quartier Latin s'enflamme au cri de « Libérez nos camarades ! » Les émeutiers se retranchent derrière des barricades. Barbelés, rues décapées, baston... Petit à petit, l'opinion publique rejoint le mouvement des étudiants. Les syndicats appellent à la grève générale pour le 13 mai. La V^e République, née dix ans plus tôt à la faveur du vrai-faux coup d'Etat d'Alger, vacille. Huit millions de personnes se mettent en grève. Au grand dam des étudiants, les syndicats vont négocier pour leur compte la sortie de crise avec le Premier ministre Georges Pompidou et obtiennent un certain nombre d'avancées sociales (accords de Grenelle). Mais la grève continue. Le 29 mai, 800.000 personnes sont dans la rue. De Gaulle dénonce la « chienlit » et dissout l'Assemblée nationale.



Mai 68 à Bruxelles

Le 13 mai 1968, la première manifestation d'envergure est organisée dans la capitale belge. Suite à une conférence de Méline Mercouri sur le régime des colonels en Grèce, étudiants, professeurs et assistants de l'ULB décident de rester dans l'auditoire Paul-Emile Janson où est amorcée la contestation. Ce sera le « Mouvement du 13 mai ». Il dénonce la guerre au Vietnam, la société bourgeoise et exprime le désir des étudiants de se voir associés à une gestion élargie de l'université.



3 MAI

13 MAI



La lutte collective

A la Sorbonne, il y a cinquante ans, l'avenir s'annonçait radieux. Aujourd'hui, la peur du lendemain a figé la mobilisation.

PARIS
DE NOTRE ENVOYÉE PERMANENTE

Regardez ! Ça ne vous rappelle rien ? Le plafond de l'Opéra Garnier ? Ce samedi-là, un guide fait visiter l'édifice historique à une demi-douzaine de touristes passionnés. La Sorbonne est déserte, le Quartier latin encore endormi, et l'hôte des lieux emmène sa petite cohorte admirer le grand amphithéâtre. « C'est ici qu'Emmanuel Macron a prononcé son grand discours sur l'Europe en septembre. Ici aussi qu'a eu lieu le grand débat télévisé entre François Mitterrand et Philippe Séguin avant le référendum sur Maastricht en 1992 », dit-il. En deux heures de visite, c'est à peine si Mai 68 est évoqué. Première mention dans la salle du Péristyle. Arrêt devant les peintures de François Flameng. « On devine les graffitis qui réapparaissent malgré la rénovation des tableaux. » On y lit : « Aux armes ! » Puis vient cette anecdote dans la grande cour de la Sorbonne. « Vous ne remarquez rien sur cette statue de Victor Hugo ? » La main de l'écrivain tient un parchemin tout juste rosé. « Cette trace de peinture rouge, c'est le seul clin d'œil qui reste de Mai 68 », poursuit le guide. On a peine à croire qu'ici, il y a cinquante ans, Jacques Higelin jouait du piano devant une foule de manifestants en ébullition. Zappée, la première manif du 3 mai 1968 organisée en solidarité avec les étudiants de Nanterre. Éclipsée, la fermeture de la Sorbonne et l'engrenage historique qui s'en est suivi.

Une miraculée de 68

« L'institution ne met en avant que ce qu'elle veut bien », sourit Corinne, venue admirer l'édifice. Mai 68, ça lui parle. Et pour cause. Elle est née... le 20 de ce mois-là. « C'était à Grenoble. Ma mère manifestait quand elle a été prise de

contractions. Il n'y avait pas d'électricité à l'hôpital, à cause des grèves. J'avais besoin d'oxygène. On a dû me réanimer au bouche-à-bouche. Je suis une vraie miraculée de Mai 68 ! », raconte-t-elle en éclatant de rire.

Ces années-là, elle ne les a pas connues mais elles l'ont marquée. « Les femmes étaient en lutte. Elles combattaient pour leurs droits », explique cette sophrologue. Les gens n'avaient pas peur de perdre leur travail pour leurs convictions. Avec les Trente Glorieuses, l'avenir était devant soi. Aujourd'hui, les gens ont peur de manifester », regrette-t-elle. Elle

évoque ses conversations avec sa mère, une soixante-huitarde qui s'est maintenant embourgeoisée, « avec jardinier et femme de ménage ». « Aujourd'hui, quand je lui demande si elle veut manifester pour défendre les retraites, elle me répond : "Pour quoi faire ?" »

Cinquante ans après, le Quartier latin ronronne. À l'Écritoire, les Patios ou le Tabac de la Sorbonne, la plupart des serveurs, trop jeunes, n'ont pas connu les événements et les étudiants sont concentrés sur les « partiels », les examens de janvier. « Mai 68, on ne l'a découvert qu'à travers les livres ou la télé.

Sur les archives, on reconnaît à peine le quartier. Des foules partout, des affrontements avec les CRS. Tout un monde était en train de s'inventer », dit l'un d'eux. Il avale une gorgée de bière, résigné : « Aujourd'hui, sur le boulevard Saint-Michel, les boutiques américaines proposent leurs soldes sous l'œil des soldats de Sentinelle. Tu parles d'un parfum de liberté ! » Pour cet étudiant, le temps n'est plus à la mobilisation de rue. « Quand on s'indigne, on se réfugie derrière les réseaux sociaux. On peut mobiliser plus de monde que dans la vraie vie et ça permet de s'abriter derrière l'anonymat. C'est triste mais c'est comme ça. »

puis il y avait une autre Sorbonne, plus sérieuse, celle des commissions. On tenait des réunions très sérieuses par discipline avec beaucoup de profs et de maîtres-assistants. La "commune" étudiante a duré dix ou quinze jours avant d'être supplantée par la grève générale. A partir du 20 mai, le mouvement a été supplanté par des gens incontrôlables. Il y en avait même qui arrivaient avec des tronçonneuses pour couper les arbres du Quartier latin. Personne ne réussissait plus à canaliser cet immense chaos. »

Au campus de Jussieu, au vingt-deuxième étage de la tour Zamansky qui domine tout Paris, Jean Chambaz peut



Jaspal de Oliveira Gill, présidente de l'Unef de Paris 1 : « A l'époque, tout semblait possible. Maintenant, le fond de l'air est libéral, le discours ambiant individualiste. » © JO. M. / LE SOIR.

« Un immense bordel ! »

« En mai 68, il y avait un foisonnement extraordinaire dans ce quartier, se souvient Patrick Rotman, attablé au Hibou, un café cosy du quartier des éditeurs, place de l'Odéon. Tous les trois mètres, il y avait des groupes de parole. C'était un immense bordel. C'était ça, la déflagration. Une volonté de parler jour et nuit. » L'historien et documentariste raconterait cette époque pendant des heures. Il lui a consacré plusieurs livres, un film, et s'apprête à sortir en mars une BD. En 68, il était étudiant en histoire à la Sorbonne (lire par ailleurs).

« C'était sympathique les premiers jours et de plus en plus incontrôlable ensuite. Il faut s'imaginer ce vieil édifice à partir du 13 mai au matin, quand Pompidou autorise la réouverture de la Sorbonne. Des milliers de gens ont débarqué. Pendant des jours et des nuits, c'était un fleuve humain. Des défilés ininterrompus dans la cour, dans les amphithéâtres, dans les étages. On peut dire qu'il y avait deux Sorbonne occupées. Celle des badauds, qui venaient faire du tourisme de la Révolution. Ceux-là étaient dans la cour et dans le grand amphithéâtre, bourré jusqu'à la gueule. Et

LE 3 MAI 68

L'étincelle

Les étudiants de la Sorbonne organisent une action de solidarité avec leurs camarades de Nanterre. Là-bas, la faculté a fermé après plusieurs jours d'agitation sur fond de protestation contre la guerre du Vietnam. La police entre dans la Sorbonne et charge. Des étudiants sont arrêtés. Les affrontements sont vifs. Tout le quartier, où les terrasses sont alors bondées, est bousculé. La Sorbonne est fermée mais le mouvement ne faiblit pas. La nuit du 10 mai est d'une très grande violence. L'opinion, révoltée par la répression, est derrière les étudiants. Le 13 mai, la Sorbonne est rouverte. La cour est envahie par la foule. Dès le lendemain, la grève générale s'étend dans le pays. Le 27 mai sont conclus les accords sociaux de Grenelle. Le 30 juin, des législatives donnent un raz-de-marée pour le pouvoir gaulliste. L'opinion s'est retournée.

JO.M.

Le « pavé parisien »

« Sous les pavés, la plage... » L'aphorisme est célèbre. Mai 68 s'est donné une poésie révolutionnaire. « Sous les pavés, la plage ! » reste avec « Il est interdit d'interdire » et « CRS=SS » l'un des slogans les plus fameux de ce mois électrique. Sa création est attribuée tantôt à un jeune gréviste nommé Bernard Cousin, tantôt au pamphlétaire Jean-Edern Hallier. Les aspirations de toute une jeunesse passent alors par le désir d'en finir avec l'ordre établi et son carcan au nom de la liberté.



Bob Kennedy tombe sous les balles

Le 5 juin, au soir de sa victoire aux primaires démocrates de Californie, Robert Kennedy est assassiné à Los Angeles par un Palestinien, Sirhan Sirhan. Un million d'Américains se rassembleront sur le passage de sa dépouille, transportée de New York à Washington DC en train. Comme celui de son frère John, son assassinat fait toujours l'objet de controverses, notamment sur le nombre de tireurs.

29 MAI 5 JUIN

anesthésiée par la crise

apercevoir de loin la Sorbonne. « Après 68, les universités parisiennes ont été scindées en sept, puis en treize pôles, explique le président de Sorbonne-Université. Les autorités pensaient que le fractionnement en petites ou moyennes entités les rendrait plus gérables. Il y avait une peur de l'effet de masse. » La gouvernance a aussi changé, poursuit-il, avec des représentants des profs et des étudiants qui élisent les présidents. Mais, paradoxe : peu d'étudiants participent à ces élections, dit-il. « Le pourcentage de syndicalisation est faible. » L'Unef, au premier rang en 68 et toujours très marqué à gauche, a été supplanté par la Fage, une fédération d'associations plus pragmatiques qui se soucient d'améliorer le quotidien des étudiants. « En 68, il y avait des insatisfactions mais c'était le plein-emploi. Aujourd'hui, les préoccupations sont davantage tournées vers la réussite. » Selon lui, on a fait trop grand cas de 68. « Le mois de mai a secoué la poussière, mais c'est après que sont venues les réformes. » Même l'imagerie serait tronquée, à l'en croire. « Regardez les photos de l'époque : les étudiants ont les cheveux courts et portent la cravate. C'est après que les pattes d'éléphant sont arrivées avec les hippies américains. »

Le monde de 2018 n'a plus rien à voir avec cette époque, insiste-t-il. Les défis posés aux universités ont eux-mêmes changé : « Il y a une défiance vis-à-vis du savoir. L'irrationnel et les fake news sont apparus. Sans revenir à la république des clercs, notre souci est de former à l'esprit critique pour éclairer les débats citoyens. » Un nouveau Mai 68 ? Le président de Sorbonne-Université ne le redoute pas. « Le gouvernement se lance dans une réforme que ni la droite ni la gauche n'a osé faire depuis 20 ans. Il se concentre sur les moyens de réussir ses études pour s'insérer dans l'économie. »

Une certaine nostalgie

De Mai 68, certains à la Sorbonne conservent pourtant la nostalgie. Jaspal de Oliveira Gill est de ceux-là. Elle préside l'Unef de Paris 1. « Mes deux

grands-pères ont fait Mai 68, dont l'un chez Renault », raconte-t-elle au Rostand, le café qui était à l'époque prisé par les intellectuels du mouvement. À 21 ans, cette étudiante en master de démographie veut croire que le militantisme n'est pas mort. « Lors des actions contre la loi Travail, on a tenu une assemblée générale dehors, sur le parvis de la Sorbonne. L'université avait été fermée comme si elle avait toujours peur de revivre Mai 68 », dit-elle. La jeune militante raconte aussi comment, avec ses camarades, elle s'est mobilisée contre la venue d'Emmanuel Macron en septembre pour son discours sur l'Europe. « On avait fabriqué des faux billets de cinq euros pour protester contre la réduction des allocations de logement. Sur l'une des faces, on avait écrit "Rends l'argent !" » La venue d'Emmanuel Macron était pour elle « une provocation ». Car, au contraire de la direction de l'université, elle ne décolère pas contre la réforme en cours de l'accès aux études supérieures. L'an dernier, les facs n'ont pas pu accueillir tous les bacheliers qui l'auraient voulu. Il a même fallu tirer au sort les heureux élus. Le gouvernement planche sur une réforme qui prendra effet dès la rentrée. « Ce sera une sélection des étudiants », redoute la syndicaliste, pour qui ce serait un casus belli. Et de se souvenir qu'en 1986, la droite avait dû retirer la loi Devaquet sur la sélection à l'entrée des universités. « Les étudiants avaient gagné, comme en 68 ! »

Mais un demi-siècle a passé et elle sait que 2018 a très peu à voir avec le mouvement de Mai. « À l'époque, tout semblait possible. Maintenant, le fond de l'air est libéral, le discours ambiant, individualiste. L'humeur est sombre. Le marché du travail est précaire. En moyenne, les jeunes ne décrochent leur premier emploi qu'à 28 ans. » Le mouvement Me-Too lui donne des raisons d'espérer conquérir de nouveaux droits pour les femmes. Mais même là, son optimisme reste tempéré. « Chaque avancée à son backlash. Après "Balance ton porc", on a eu la tribune sur le droit d'être importunée. Les forces réactionnaires sont encore bien à l'œuvre. » ■

JOËLLE MESKENS

DEPUIS LE MOYEN-ÂGE

La Sorbonne, témoin de l'Histoire

Au cœur du Quartier latin, le bâtiment de la Sorbonne date du XIX^e siècle. Il a été reconstruit par la ville de Paris sur le site de l'ancien collège théologique créé au Moyen-Âge par Robert de Sorbon. Du fait de sa proximité avec l'Église, l'institution avait été fermée avec la Révolution. Elle rouvre ensuite sous Napoléon. Lorsqu'elle est refondée au XIX^e siècle, la Sorbonne répond à une vision très centrale. Une association de facultés travaille les unes avec les autres. Après Mai 68, au début des années 70, un processus d'autonomie est lancé et les universités sont scindées. Plusieurs universités cohabitent toujours dans le bâtiment qui héberge aussi le rectorat. La Sorbonne compte 12.000 étudiants. Le grand amphithéâtre ne sert plus pour les cours. Classé monument historique, il accueille les grands événements.

JO.M.

Patrick Rotman « Le monde de 68 est caduc, la période n'a plus rien à voir »

ENTRETIEN

Historien et documentariste, Patrick Rotman était étudiant à la Sorbonne en mai 68. Une période qu'il a décryptée dans de nombreux documents, dont *Mai 68 raconté à ceux qui ne l'ont pas vécu* (Éditions du Seuil).

Que reprenez-vous de Mai 68 ?

Un processus de libération incroyable. C'était l'immense crise existentielle d'un pays où les gens ressentent un besoin d'être reconus, de donner un sens à leur vie. Il n'y a pas eu que des revendications économiques. Il y a eu quelque chose de plus profond. Une quête de sens, c'était de l'ordre de la transcendance.

Pourquoi l'université devient à ce moment-là une place sensible ?

A cause de l'évolution démographique. Avec les baby-boomers, les effectifs de l'université passent de 150.000 à 500.000. Un Français sur quatre a alors moins de vingt ans. Le pouvoir se montre modernisateur mais reste figé dans le culte de l'autorité. La modernisation économique est là mais les mutations accélérées entrent en contraste avec les rigidités de la société. Les femmes n'ont pas droit à un chèque ! Le mouvement démarre avec les étudiants mais se propage à une vitesse folle. Les médecins occupent l'Ordre des médecins, les architectes, l'Ordre des architectes, les footballeurs, la fédération de foot. Chaque catégorie s'interroge sur sa place dans la société.

En 68, la contestation était mondiale. Quelle était la spécificité du Mai 68 français ?

En France, la période a été traversée par trois crises majeures : la crise étudiante dont la Sorbonne a été le symbole, la crise ouvrière, dont Renault a été le symbole et encore la crise politique, dont l'Élysée a été le

symbole. C'était un « précipité ». C'est le seul pays où il y a eu un tel télescope.

L'héritage reste très controversé. Il faut se souvenir des attaques de Sarkozy contre 68...

Il faut pourtant débarrasser Mai 68 de sa gangue idéologique et l'examiner comme un événement historique. Il y a eu des choses très positives sur la démocratisation de la société mais aussi des choses très négatives. Sur ce mouvement joyeux s'est greffé un manichéisme historique : on a voulu l'habiller d'une vulgate marxiste, des oripeaux du 19^e siècle. C'était à la fois un mouvement moderne et un mouvement conservateur dans une partie de son idéologie avec même en lui les germes d'un totalitarisme. Il faut voir la complexité de ce mouvement, c'est ça qui le rend intéressant. On ressort parfois les slogans, comme « Il est interdit d'interdire » et on accuse Mai 68 de tous les maux d'aujourd'hui. Ce sont des débats foireux. En quoi le monde actuel aurait-il à voir avec celui de 68 ? Il y avait alors un affrontement Est-Ouest, un affrontement entre le capitalisme et le communisme. Ce monde-là est caduc. C'était une période de prospérité. Le chômage de masse a ensuite atomisé la société.

Que reste-t-il de 68 ?

Beaucoup d'associations continuent de se battre pour des droits collectifs, mais sur des sujets précis. La différence, c'est que Mai 68 était propulsé par une utopie. Même s'il y avait un individualisme (on disait « je veux exister », « je veux m'émanciper »), cet individualisme était toujours articulé dans un cadre collectif. Le « je » allait de pair avec le « nous ». ■



Patrick Rotman. © EPA

Propos recueillis par Jo.M.



Le Printemps de Prague ne

Le souvenir des événements de 68 ne hante pas les esprits à Prague. Et si quelque chose en reste de nos jours, c'est plus l'effet de la normalisation qui a suivi.

PRAGUE
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

D'habitude, c'est elle qui est derrière l'objectif. Mais la photographe Dana Kyndrova n'hésite pas une seconde quand on lui demande de prendre la pose devant le bâtiment de la Radio publique tchèque, rue Vinohradská : le lieu stratégique et symbolique où les Praguais s'étaient rassemblés le 21 août 1968 pour défendre leur « Printemps » face aux chars du Pacte de Varsovie entrés la nuit dans le pays. Dana arbore un beau tirage noir et blanc d'une photo de soldats soviétiques que sa mère avait prise ce jour-là, à quelques mètres d'ici. Photographe dans la maison d'édition de cartes postales Orbis, elle s'était fait envoyer sur le terrain par son directeur : « *Cela nous servira pour un livre que nous publierons sur ces événements.* » Il n'y eut bien sûr jamais de livre, puisque la « normalisation » qui suivit évacua le Printemps de Prague vers les oubliettes de la mémoire officielle. Mais en revenant avec nous sur ces lieux près de 50 ans plus tard, Dana Kyndrova tient le serment qu'avait fait son père lorsqu'il emmena aussi sa fille de 13 ans dans les rues : « *Il faut voir, il faut tout retenir !* », répétait-il.

« Nous avons battu en retraite »

L'invasion soviétique venait mettre fin à la tentative d'un « socialisme à visage humain » dont Alexander Dubcek, éphémère Premier secrétaire du Parti communiste tchécoslovaque, s'était retrouvé le leader. Fin janvier de l'année suivante, en 1969, Dana défilera avec les scouts à l'université Charles, devant la dépouille de Jan Palach dont l'auto-im-

molation par le feu pour protester contre l'invasion soviétique a symboliquement mis le point final au « Printemps ».

Jirina Siklova, frêle mais alerte dame de 83 ans, nous reçoit sans apprêt dans son appartement praguais. Elle y avait cru aussi. Elle y avait même participé. Assistante en sociologie à l'Université Charles, elle avait accepté d'être secrétaire du Parti communiste. « *D'autres le quittaient, moi j'ai pensé que c'est de l'intérieur qu'on pourrait essayer de changer le système socialiste. Ça aurait été l'accomplissement de la vision de Karl Marx : l'avènement du socialisme dans un pays industrialisé, ce qu'était précisément la Tchécoslovaquie.* » Dès la normalisation, Jirina Kyndrova a dû quitter le Parti, et plutôt que sociologue, s'est retrouvée femme de ménage dans un hôpital. C'est après la chute du communisme que sa carrière et sa réputation de sociologue ont pris leur envol.

Petr Pithart, 27 ans en 68, y avait participé aussi de l'intérieur. Devenu ensuite opposant au régime, il fut l'un des premiers signataires de la Charte 77. Cet ensemble de textes protestant contre la normalisation fut le socle du mouvement dissident qui, avec Vaclav Havel à sa tête, n'eut plus qu'à ramasser le pouvoir lorsque les communistes l'abandonnèrent à leurs pieds en novembre 1989. (Voir l'entretien ci-contre.) Pithart, premier chef du gouvernement tchèque non communiste en 1989, conserve une lecture extrêmement critique du Printemps de Prague, qu'il avait consignée dans un livre publié en 1978 et qui fait toujours référence. « *Je suis encore plus sévère sur les leaders que nous avions tant adorés à l'époque. Dubcek a toujours voulu faire*



Dana Kyndrova pose devant la Radio tchèque avec une photo prise par sa mère sur les lieux il y a 50 ans. © DR.

croire que tout cela était planifié. En réalité, ils n'ont fait que suivre la pression populaire. Et il était clair depuis le début que la défaite était au bout du chemin. Seule la manière était entre leurs mains : nous aurions pu perdre avec fierté. Au lieu de cela, nous avons battu en retraite. » Mais bien plus que les événements de 68 et la naïveté des leaders réformateurs de l'époque, c'est la période qui a suivi, que Petr Pithart incrimine, et dont il affirme l'influence encore aujourd'hui : « *Chaque année depuis 1989, on voit quel impact ont eu*

sur nous les 20 années de normalisation, où les gens se sont suradaptés au régime communiste. »

Le souvenir du Printemps de Prague reste-t-il un facteur constitutif de la conscience politique et sociale collective des Tchèques aujourd'hui ? (1) « *La plupart des gens n'y pensent plus,* répond la sociologue Jirina Siklova. Désabusée, la photographe Dana Kyndrova, qui en 1991 photographia le départ des troupes soviétiques de Tchécoslovaquie, rappelle qu'un sondage auprès des jeunes a révélé que « *la moitié des jeunes ne sait même pas qui fut Jan Palach.* »

1989, année déterminante

Tout est question de génération, et d'éducation. Simon Panek, fondateur et patron de « People in need », la plus grande ONG d'Europe centrale, fut l'un des leaders étudiants lors de la « révolution de velours » de 1989 : « *Mes enfants s'y intéressent,* dit-il. Lui-même avait un an en 1968. C'est au hasard d'une fin de réveillon de Noël, lorsqu'il avait 12 ans, que le compagnon de sa mère sortit un carton empli de photos et de journaux datant de l'invasion des forces du Pacte de Varsovie : « *Ces photos, ce sang : j'étais choqué ! Et jusque tard dans la nuit, mon beau-père m'a expliqué le « communisme à visage humain », l'aspiration à une qualité de vie, le rock'n'roll...* » Pour beaucoup, ce fut le chambardement culturel qui a compté bien plus que la politique. Michael Zantovsky, un proche de Vaclav Havel, puis diplomate et politique de premier plan après 1989, n'était pas un étudiant en philo très engagé en 1968 : « *J'étais plus dans l'aspect « sexe, drogue et rock'n'roll de cette époque.* »

« *Bien sûr, il y aura des commémorations en cette année anniversaire, ce sera l'occasion de débats,* explique Panek mais encore la politique tchèque aujourd'hui. C'est 1989 qui a déterminé le cadre actuel, la lutte entre la vision politique inspirée par des valeurs morales, et celle axée uniquement sur le pouvoir et l'argent. » Une vision que tous nos interlocuteurs voient incarnée aujourd'hui par le Premier ministre populiste libéral Andrej Babis, businessman à succès, qui a remporté les législatives mais peine à former une coalition. Et par le président actuel Milos Zeman, le populiste anti-européen et pro-russe, qui pourrait bien être défait par le pro-européen Drahos lors du second tour des présidentielles qui se tiendra dimanche en huit.

Le Printemps n'aurait-il rien à apprendre à ceux qui font, ou s'intéressent à la politique tchèque ? Matej Stopnický, 34 ans, jusqu'ici y a peu chef des Verts tchèques, aujourd'hui édile municipal de Prague, a consacré sa thèse de doctorat à la liberté d'expression en 1968. « *Comme jeune écologiste, je m'étais intéressé aux racines du mouvement vert. Et comme gauchiste, j'ai voulu comprendre où et comment le socialisme avait échoué. J'ai voulu me confronter à Pithart et à son fatalisme sur l'impossibilité d'un socialisme à visage humain. Or 68 a été le dernier moment de grand optimisme, même plus qu'en 1989.* »

Qu'y aura-t-il à célébrer en ce cinquantième anniversaire ? Dans son bureau à l'arrangement sorti tout droit des arts décoratifs communistes, Josef Skala, député et vice-président du Parti communiste de Bohême et Moravie, se répète la question à haute voix : il a du mal à trouver une réponse. Etudiant à l'époque, membre du parti, ce personnage jovial ne cache pas ses regrets pour ces « désastres » que furent tant « 68 » que la fin du communisme provoquée par Gorbatchev : « *Regardez la Chine : voilà le succès que le communisme euro-*

21 AOÛT



© REPORTERS, PHOTONEWS ER DR.



Les chars mettent fin au vent de liberté

Début 1968 souffle sur la Tchécoslovaquie un vent de liberté. Les partisans d'une démocratisation sont parvenus à prendre le dessus au sein du Parti communiste tchécoslovaque et commencent à diffuser un « socialisme à visage humain ». Cet élan sera brisé tout net dans la nuit du 20 au 21 août 1968 avec l'invasion du pays par les chars du Pacte de Varsovie. Rien que dans les premiers jours, la répression soviétique fait une centaine de morts. Dans les rues de la capitale, des manifestations traduisent l'hostilité des Tchécoslovaques envers les « envahisseurs » : autobus en feu, barricades, automobiles mitraillées et incendiées, drapeaux tachés de sang, chars défilant devant des poings serrés sont figés sur les images d'époque. Bientôt, le pays sera mis sous tutelle et une « normalisation » enclenchée. Le 16 janvier 1969, Jan Palach, un jeune étudiant s'immolera pour s'opposer à celle-ci. Il mourra quelques jours plus tard. A la tête du Parti communiste tchécoslovaque, Alexander Dubcek, l'homme qui a rendu possible cette entreprise réformatrice, sera remplacé au printemps 1969.



marque pas la mémoire tchèque

«*pén n'a pas réussi !* » Quant à l'intervention soviétique, «*ce ne fut qu'un grand "Bouh !" d'avertissement pour nous faire faire peur.* »

Un paradoxe

La résurgence de sympathies pro-russes dans la Tchéquie d'aujourd'hui : dans le seul pays européen qui eut à souffrir d'une intervention militaire soviétique après 1945, le paradoxe difficilement compréhensible. «*Il y a une vague douce de révisionnisme, commente Michael Zantovsky, directeur de la Bibliothèque Vaclav Havel : une partie de la société se dit que le communisme, avec sa sécurité sociale et son éducation, n'était pas si mauvais, que l'URSS était un allié plus crédible que l'UE et l'Otan. Et on voit dans 68 plus la tentative de réforme, que la défaite.* »

Quelle serait la principale leçon du Printemps de Prague ? Même ce proche de Havel hésite un instant : «*Qu'il ne faut jamais considérer que la liberté est acquise pour toujours. Mais ce message est de plus en plus difficile de faire passer.* » Petr Pithart, fidèle à sa réputation, est encore plus sévère. Pour lui, les effets de 68 et de la normalisation qui ont suivi sont visibles encore aujourd'hui : «*Ce sont la défiance totale à l'égard de la politique et des politiciens, l'opportunisme, et le refus de risquer sa position dans un engagement.* »

Reste enfin le parallèle entre les 68 occidentaux, et le 68 tchèque (ou polonais : voir ci-contre) : «*A l'Ouest, 68 a été une vague de pensée progressiste. Pour nous, ce fut la défaite du progressisme. Il y a eu partout un bacille de rébellion. Sauf qu'à l'Ouest, on a voulu introduire ce que nous voulions mettre à bas* », explique Zantovsky. «*La seule chose que les deux 68 ont vraiment eue en commun, c'est peut-être la musique.* » ■

JUREK KUCZKIEWICZ

(1) Pour les Slovaques, c'est simple : le Printemps de 68, dont la seule réforme qui a subsisté après l'écrasement fut la fédéralisation du pays, a été vu comme une affaire essentiellement tchèque. Même si Dubcek lui-même était slovaque.

Petr Pithart «*Aucun lien entre 1968 et 1989* »

ENTRETIEN

Petr Pithart avait 27 ans en 1968 lorsque, jeune réformiste du Parti communiste, il participa au Printemps de Prague. Devenu dissident, il fut l'un des signataires de la Charte 77. Il participa en 1989 à la création du Forum civique, embryon de parti créé pour recueillir le pouvoir abandonné par le parti communiste, et devint le premier Premier ministre tchèque, encore dans le cadre de l'État fédéral tchécoslovaque. Il a poursuivi une carrière politique jusqu'en 2012. Le récit critique qu'il a publié en 1978 à l'étranger sur l'expérience de 1968 reste une référence. Pour la réédition de ce livre à l'occasion du cinquantième anniversaire du Printemps, Petr Pithart a ajouté un «*commentaire* » presque aussi long que le texte d'origine.



Petr Pithart. © DR.

Que changez-vous ou qu'ajoutez-vous à la lecture de 68 que vous faisiez en 1977-78 ?

J'en n'ai pas changé grand-chose. Mais en 1977, nous n'étions encore qu'au premier tiers des 20 ans de normalisation. Ce n'est que maintenant que l'on peut voir l'impact que ces 20 ans ont eu sur nous : l'égoïsme, l'opportunisme, le cynisme, et une grande immigration tant intérieure qu'extérieure. Mais personne n'a trop envie d'aborder de front la normalisation.

Vous dites que la société s'est suradaptée au régime : en quoi ?

Les gens se sont suradaptés car ils ne subissaient aucun danger sinon celui de perdre leur travail, de ne pas pouvoir accéder à l'université ou de ne pouvoir y envoyer leurs enfants.

Quant aux dissidents, ils étaient perçus comme des moralistes.

Quel est le lien entre 1968 et 1989 ?

Aucun. A part un petit cercle, les gens avaient eu peur de savoir, il n'y avait aucune conscience politique. Personne ne savait qui était Vaclav Havel. Dans le programme du Forum civique, il n'y avait aucune référence à 1968. Car c'était ancien, la normalisation était passée par là et les personnes emblématiques de cette époque n'étaient pas utilisables. Alexander Dubcek avait été un accident, il avait agi par réaction aux événements, donnant alternativement des impulsions puis des coups de frein. Il n'a pas apporté la moindre idée en

1968. Mais en 1989, il pensait qu'il méritait de devenir président. (C'est Vaclav Havel qui fut choisi, Dubcek ayant été désigné à la présidence de l'Assemblée, NDLR.) Tout simplement, s'il avait été ignoré, cela aurait nui à notre relation avec les Slovaques.

*Il y a cette phrase célèbre, devenue emblématique pour les Tchèques, de l'historien Timothy Garton Ash, qui a dit à Vaclav Havel que «*cela a pris dix ans aux Polonais, dix mois aux Allemands de l'Est, et que cela ne vous prendra peut-être que dix jours* » pour faire tomber le régime.*

Oui, les Tchèques l'adorent : nous étions les meilleurs... Ridicule : nous avons été les derniers en 1989. Il n'y a eu aucune révolution : juste un transfert négocié du pouvoir.

Propos recueillis par J.K.Z

POLOGNE

Le «*mars 68* » et la purge antisémite

La Pologne connut aussi une importante lame de fond protestataire. Laquelle, comme en Tchécoslovaquie, se joua essentiellement entre deux camps internes au pouvoir communiste. Mais avec un résultat bien différent...

Déclencheur : la guerre des Six-Jours de 1967 entre Israël et les pays arabes. L'URSS ayant pris fait et cause pour le camp arabe après la victoire éclair d'Israël, une grande part de la classe intellectuelle polonaise, y compris au sein du Parti communiste, se rangea en faveur d'Israël dont nombre de dirigeants étaient des juifs polonais. Moscou enjoignit à Varsovie de ne pas tolérer cela. Une aile dure et nationaliste se sentit dès lors pousser des ailes au sein du parti, lançant une campagne antisémite interne afin d'affaiblir le camp modéré. Parallèlement, l'interdiction d'une pièce du répertoire polonais classique (*Les Aïeux*, de Mickiewicz) par un jeune metteur en scène en

vogue suscita une protestation qui prit de l'ampleur dans les milieux étudiants et culturels. Cela ne fit que galvaniser la réaction des communistes nationalistes. C'est ainsi que les quelques milliers de derniers Polonais d'origine juive ayant survécu à la Shoah, et leurs familles parfois ignorantes de ces origines, furent «*purgés* » de tous les niveaux de l'État et de la société, et expulsés du pays, victimes expiatoires de la lutte de clans interne au parti, et de la protestation démocratique.

Voilà aussi pourquoi les dirigeants polonais ne furent que trop heureux de contribuer à écraser le Printemps de Prague, dangereux foyer de contamination. Mais le «*mars 68* » polonais jeta les bases de l'opposition démocratique qui, rejointe par la classe ouvrière au lendemain des protestations réprimées en 1970 et 1976, mena à la création de Solidarité en 1981, et à la première chute d'un régime communiste à l'été 1989.

J.K.Z

CHRONOLOGIE

5 janvier 68 : Alexander Dubcek, Premier secrétaire du Parti communiste slovaque, soutenu par l'aile réformiste, évince Antonin Novotny et est élu Premier secrétaire du Parti communiste tchécoslovaque (PCT). **5 avril** : Adoption d'un programme de réformes par le PCT, alors que les dirigeants des autres pays communistes s'alarment de l'évolution en Tchécoslovaquie. **1^{er} mai** : Dubcek prône l'établissement d'un «*socialisme à visage humain* ». **Juin** : Suppression de la censure. **Juin-juillet** : Manœuvres prolongées des troupes du Pacte de Varsovie. **14 juillet** : Ultime mise en garde des dirigeants du bloc communiste à Dubcek. **21 août** : Entrée des troupes de cinq pays du Pacte de Varsovie, arrestation et conduite à Moscou des principaux dirigeants du PCT. **23 août** : Dubcek et la direction du PCT signent un protocole acceptant le stationnement temporaire de troupes étrangères. **27 octobre** : Adoption d'une Constitution fédérale accordant un statut égal à la Slovaquie et la République tchèque. **15 janvier 1969** : L'étudiant Jan Palach s'immole par le feu en protestation contre l'invasion soviétique. Il meurt le 19 janvier et une foule immense assiste à ses funérailles. **28 mars** : Victoire de la Tchécoslovaquie sur la Russie en hockey sur glace : démonstrations de joie dans les rues de Prague. **Avril** : Gustav Husak remplace Dubcek.

22 AOÛT 16 OCTOBRE



© BELGA.

Non à la guerre au Vietnam

Entre le 22 et le 30 août 1968, la police et des manifestants s'affrontent à Chicago, aux portes de la convention du Parti démocrate. Depuis des mois, dans de nombreuses universités américaines, les protestataires exigent le retour au pays des 400.000 soldats américains qui combattent au Vietnam. Ils se joignent à la lutte des Noirs contre la ségrégation raciale. Les mouvements pacifiques et marginaux «*hippie* », «*beatnik* » et «*underground* » sont à l'avant de la scène. Auparavant, c'est la Californie qui s'est embrasée. Policiers et étudiants se sont affrontés durement à l'université de Berkeley pendant deux nuits. Le gouverneur de Californie, le futur président Ronald Reagan, déclare l'état d'urgence et le couvre-feu.

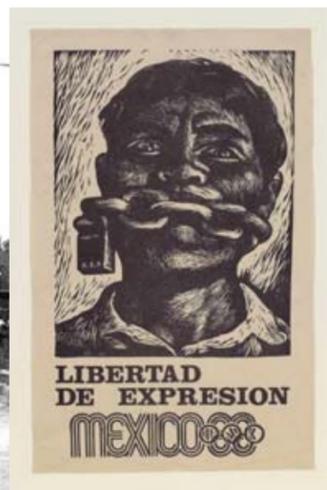


© BELGA ET REPORTERS.

Pas de trêve olympique

Le 16 octobre, sur le podium du 200 mètres des JO de Mexico, Tommie Smith et John Carlos tendent en Mondiovision un poing ganté de noir lors de l'exécution de l'hymne national américain (photo de couverture du supplément). Le 18, Lee Evans, Larry James et Ron Freeman récidivent, coiffés du bérêt des Black Panthers, lors de la cérémonie protocolaire du 400 mètres...

Ces JO furent ceux de la contestation avant même d'avoir débuté. Ainsi le 2 octobre, des centaines de personnes avaient été assassinées par les forces de l'ordre, place des Trois cultures, en plein cœur de la capitale mexicaine, lors d'une vaste manifestation pacifique contre l'autoritarisme du pouvoir, les inégalités et la crise de l'Université. Quelques jours plus tard, la cérémonie d'ouverture des JO se déroula normalement, comme si de rien n'était....





Le Japon s'enflamme

Au Japon, les manifestations s'enchaînent et dégèrent durant l'automne 1968. La guerre du Vietnam suscite la colère de la Zengakuren, l'Union nationale des comités autonomes des étudiants japonais. En octobre, le mouvement étudiant auquel se sont joints les ouvriers est à son sommet. Tokyo, Osaka et Kyoto s'enflamment. Les heurts entre policiers et manifestants poussent le gouvernement à remettre en vigueur la loi anti-émeute. L'université de Tokyo, le dernier bastion encore entre les mains des étudiants, « tombe » à la mi-janvier 1969.

21 OCTOBRE

Le terrible coup de vieux des « nouvelles vagues »

La génération 68 dansait et faisait l'amour sur « La Décadanse », de Gainsbourg. Celle de 2018 attaque en justice les ambassadeurs de la décadence. La culture a changé de planète.

C'était il y a cinquante ans. C'était, semble-t-il, il y a une éternité. La tornade qui s'est levée autour de 1968, celle que l'on a longtemps considérée comme pionnière de notre culture contemporaine, ne semble plus aujourd'hui qu'un lointain souvenir. Qu'un méchant souvenir.

Le monde a changé. La crise s'est durablement installée. Les intégrismes et les combats identitaires ont eu raison des utopies et de l'esprit flower power. Plus récemment, l'affaire Weinstein vient de siffler la fin de la récréation, en donnant le sentiment que derrière ses slogans libérateurs (« Jouissez sans entrave », « Sous les pavés, la plage... »), la génération 68 participa d'une escroquerie intellectuelle. A peu de choses près, les rebelles d'hier, déguisés en baba cool ou en puristes à col Mao, sont respectivement dépeints en gros dégueulasses ou dangereux candides.

A l'heure de faire l'inventaire, ce qui apparaissait hier comme éminemment moderne s'est transformé en reliquats du vieux monde. Même la « Nouvelle Vague », qui misait tout sur la jeunesse, a pris un terrible coup de vieux.

Le cinéma, restons-y. Il y a cinquante ans, la Mostra de Venise célébrait le charme vénéneux de *Théorème*, le film de Pasolini. On y assistait à l'irruption, dans une grande famille bourgeoise de Milan, d'un personnage à la beauté aussi mystérieuse que charismatique. Une sorte de Christ, fait chair, entretenait des rapports sexuels avec chaque membre de la famille, fille, mère et père compris. Le film provoqua alors ce qui fut appelé un « bouleversement mystique ». Il serait aujourd'hui accablé de tous les noms d'obscénité.

Les Lolitas ? Péchés mignons...

1968, c'était aussi l'année de Polanski, qui sortait coup sur coup *Le Bal des vampires* et *Rosemary's baby*. Ce dernier entraîna l'année suivante un bain de sang, signé par le sataniste Charles Manson, censé punir les décadents de Hollywood. 1968, c'était encore l'année, toujours au cinéma, du *Lauréat*, dans lequel un teenager se faisait allègrement dépuceler par une cougar, amie de la famille du jeune homme.

Génération 68. Tandis que Serge



« Il y a cinquante ans, les relations hommes-femmes telles que décrites dans le film étaient considérées comme banales, voire normales », s'insurge la chercheuse Laure Murat, en visant « *Blow up* », le film pré-soixante-huitard d'Antonioni. © DR

Gainsbourg et Jane Birkin haletaient, au bord de l'orgasme, « *Je t'aime moi non plus* » et que Bernardo Bertolucci filmait une scène d'agression sexuelle dans *Le dernier tango à Paris*, David Hamilton entamait sa carrière de photographe de charme. Puis, quelques années plus tard, de réalisateur de films érotiques. Son fonds de commerce ? Les nymphes nues et prépubères, filmées dans un flou artistique qui sera alors adopté par la pop culture.

Polanski, Gainsbourg, Bertolucci, Hamilton aiment les Lolitas chères à Nabokov. Dans ces années-là, on ne voit qu'un péché mignon, qui n'empêchera pas Gabriel Matzneff ou Daniel Cohn-Bendit de faire publiquement, souvent avec la complicité aveugle des médias, l'éloge d'une forme de pédophilie, à leurs yeux noble et sacrée.

L'affaire Dutroux brisera net, en 1996, cette période d'anarchie sexuelle et de confusion morale. Aujourd'hui, on sait ce qu'il en est. Polanski demeure accusé pour le viol d'une adolescente. Berto-

lucci a fait son mea culpa – lui et Marlon Brando avaient manipulé, en 1972, la toute jeune Maria Schneider pour arriver à leurs fins : une légendaire scène de viol. Hamilton s'est suicidé après avoir été soupçonné de viols sur mineures. Seul Gainsbourg reste encore indéboulonnable... mais pour combien de temps encore ? Si son génie fait l'unanimité, on redoute pour bientôt une révision cruelle de sa vie de débâche, autour de quelques angles d'attaque : sexe, Lolitas, alcool...

Place aux repréailles

Car en 2018, l'indulgence vis-à-vis des comportements des artistes a vécu. Et l'heure est aux repréailles. Pour le meilleur – l'alibi culturel n'est plus un passe-droit, la justice est la même pour tout le monde, idoles comme anonymes. Et pour le pire – la nauséabonde chasse aux sorcières n'épargne ni les exagérations ni parfois les erreurs tragiques.

Dans une récente tribune publiée par

Libération, une chercheuse de UCLA se fait la porte-parole de nombreuses femmes, désormais en guerre contre la « représentation odieuse », dans l'art, des violences sexuelles faites par les hommes aux femmes. L'objet de son courroux s'exerce sur *Blow up*, le film pré-soixante-huitard d'Antonioni, symbole pour elle d'une illustration scandaleuse, par le cinéma, des actes d'agression sexuelle, pour ne pas dire de viol. « *Il y a cinquante ans*, écrit-elle, *les relations hommes-femmes telles que décrites dans le film étaient considérées comme banales, voire normales.* »

Muse de la génération 68, Catherine Deneuve tirait quant à elle, la semaine dernière, la sonnette d'alarme. Pour elle, le monde nouveau, celui de 2018, vire au puritanisme. Elle s'inquiète du « danger des nettoyeurs dans les arts. Va-t-on brûler Sade en *Pléiade* ? Désigner Léonard de Vinci comme un artiste pédophile et effacer ses toiles ? Décrocher les Gauguin des musées ? Détruire les dessins d'Egon Schiele ? Interdire les disques de Phil Spector ? Ce climat de censure me laisse sans voix et inquiète pour l'avenir de nos sociétés. »

Et les médias ? La presse écrite ?

Si on parlait de *Charlie* ? Enfant de 68 et de l'esprit *Hara-Kiri*, *Charlie Hebdo* est né des amours orgasmiques entre libertaires et libertins. Cinquante ans plus tard, le fanzine satirique de jadis s'est mué en monument national, doublé d'un organe officiel de la résistance. On n'y rit plus beaucoup. Mais on s'y bat. On tente de survivre. On fait surtout face, depuis les attentats de janvier 2015 qui l'ont spirituellement tué... et économiquement sauvé, à une armée de détracteurs, parfois même au sein des origines gauchistes du journal. Ses ennemis le disent aujourd'hui moins anar et bouffeur de curés que donneur de leçons et islamophobe.

Adieu la gaudriole

Les descendants d'*Actuel*, le magazine qui fit le bonheur de la presse française dans les années 70 et 80, ne fument aujourd'hui plus de pétards. L'esprit de sérieux et la bienveillance des enfants de 2018 ont eu raison des gestes romantiques et des poses rebelles des soixante-huitards. Désormais, l'aventure médiatique se passe « En terre inconnue », dans le respect d'autrui et avec quelques sourires de Bisounours.

1968-2018. Signe des temps : l'esprit de gaudriole et d'humour potache a disparu. Wolinski, Reiser, Choron, Coluche appartiennent au passé. Une époque qui faisait rimer, sur les plateaux télé de Michel Polac et souvent sur fond de dérision, sexe, drogue et rock'n'roll. Le sexe, qui fit la légende des magazines de charme (*Playboy*, *Lui*, *Penthouse*...) est désormais sous tutelle. Le rock des origines a été enterré par l'industrie du rap. Quant à la dérision... Même la génération Canal +, héritière de l'hédonisme trash de 68, a fait son temps. Les élucubrations d'Antoine De Caunes et de José Garcia, bouffons de « *Nulle part ailleurs* », ont fait place, désormais au sein du groupe TF1, à une impertinence toujours pertinente, emmenée par la bande d'un premier de classe, Yann Barthès (« *Quotidien* »).

Un seul slogan de 68 demeure d'actualité : « A bas le vieux monde ! » Faut-il préciser que le vieux monde est désormais celui d'il y a cinquante ans ? ■

NICOLAS CROUSSE